

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 16

Bulletin d'information de la **CNGR**
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

A SAVOIR:

SCHRÖDER COULE SON PARTI

Défaite sans appel pour la social-démocratie (SPD) et son allié Vert aux élections du land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, qui était pourtant le bastion de la gauche allemande. Le SPD n'obtient que 37% des voix, contre 43% aux dernières élections, soit son plus mauvais résultat dans ce land depuis 50 ans. Les électeurs sociaux-démocrates ont préféré l'abstention ou le vote en faveur du WASG, une nouvelle formation constituée par des dissidents du SPD et des syndicalistes. Première conséquence : des élections législatives anticipées auront lieu cet automne.

En toile de fond de cette sanction, le chômage de masse qui sévit en Allemagne et les mesures impopulaires prises par Schröder en matière d'indemnisation des chômeurs, ainsi que ses réformes de l'assurance maladie et de l'assurance vieillesse. Air connu : quand un socialiste fait la politique des conservateurs, il perd ses électeurs sans gagner ceux de la droite. Avec de pareils champions, « l'Europe sociale » est mal partie !

TOTAL RECULE

Les salariés du groupe pétrolier, qui occupaient 5 de ses 6 raffineries, ont obtenu gain de cause : le lundi de Pentecôte leur sera payé, ainsi que les jours de grève. Le personnel a manifesté ainsi son mécontentement devant la répartition extrêmement inéquitable des profits entre actionnaires et salariés, auxquels le gouvernement entendait infliger, en plus, une journée de corvée. Quatrième groupe pétrolier mondial, Total a enregistré un bénéfice record de 9, 04 milliards d'euros en 2004. Et ça continue : les résultats du premier trimestre 2005 font apparaître une augmentation de 50% par rapport au premier trimestre 2004.

LES CHIFFRES SONT TÊTUS

La croissance de l'économie française n'a été que de 0, 2 % au cours du premier trimestre par rapport au dernier trimestre 2004 (sources : INSEE). La prévision de 2, 5% inscrite au budget de cette année par le gouvernement a donc très peu de chances d'être atteinte.

Egalement en baisse, voire en chute libre : les cotes de popularité de Chirac et de Raffarin, avec respectivement 39% et 21% d'opinions favorables d'après BVA. Du même institut, un sondage révélateur sur la perception qu'ont les salariés d'Union européenne : 55% y voient « plutôt une menace » pour leurs droits sociaux, 53% pour le niveau de leurs rémunération et 51% pour la sécurité de leur emploi.

EDITO: POUR UN NOUVEAU 14 JUILLET

Le peuple français a rendez-vous avec l'Histoire le 29 mai. Car cette consultation électorale revêt une importance cruciale. Il ne s'agit pas de se prononcer sur une question aux implications partielles (comme ce fut le cas lors du référendum sur le quinquennat), ni de faire ou de défaire une majorité. Il s'agit d'un choix fondamental, engageant notre pays et l'Europe pour des décennies. C'est l'avenir de la société française qui se jouera en partie dimanche prochain.

A l'origine espace de croissance, intégrant des pays de niveau comparable sur le plan économique et social, l'Europe est devenue, à partir des années 70-80, une machine à détruire les acquis sociaux et à creuser les inégalités. Le processus a connu une singulière accélération après la signature de l'Acte unique en 1985. De traité en traité, de Maastricht à Nice, un libéralisme de plus en plus débridé s'est imposé, tandis qu'augmentait le nombre de chômeurs et de précaires sur notre continent.

Au cours du dernier quart de siècle, la « construction européenne » a tourné le dos aux politiques macro-économiques qui firent le succès de ses débuts. Les services publics ont été démantelés et privatisés. Les Etats se sont vu dessaisir de leurs prérogatives au bénéfice du grand marché ouvert aux quatre vents de la concurrence internationale. Arbitre de ce jeu sans règles : une banque centrale dont le seul souci est la défense de la monnaie – autrement dit de la valeur du capital – au mépris de la croissance et de l'emploi.

Certes, la « constitution » de l'UE ne fonde pas le libéralisme extrême en Europe ; mais elle l'entérine, le grave dans le marbre juridique pour mieux corseter les peuples et leur interdire tout changement de cap. C'est la liquidation de ce qui reste de souveraineté populaire que le traité prétend exécuter si nous n'y mettons pas le holà.

Par bonheur, cette campagne référendaire a entraîné un sursaut citoyen sur lequel les tenants du Oui ne comptaient pas. La France bruit de discussions souvent passionnées autour du texte. Ainsi, des millions de personnes ont appris à différencier le droit au travail et « le droit de travailler », à évaluer les conséquences du sacro-saint principe de « la concurrence libre et non faussée » ou celles de l'absence d'harmonisation sociale et fiscale... Des millions de compatriotes ont pu constater à quel point certains hommes politiques leur mentaient sur la nature du traité, et combien le pouvoir exécutif, à commencer par le président de la République, s'affranchissait des plus élémentaires règles du débat démocratique.

En quelques semaines, le Non s'est enraciné dans notre peuple et s'est nourri au feu de sa colère. A travers le vote du 29 mai, c'est une immense « bronca » qui s'exprimera, le ralbol des travailleurs salariés ou indépendants, des délocalisés, des chômeurs, de celles et ceux qui vivent avec « juste ce qu'il faut » et souvent moins, de la grande majorité de Français qui refusent la dégradation de nos services de santé et d'éducation. Et qui savent que l'Elysée-Matignon et la commission de Bruxelles marchent d'un même pas.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que le Non de gauche soit au cœur de cette campagne. Prolongeant « l'appel des 200 » à l'initiative de la fondation Copernic, plus de 700 collectifs unitaires ont éclos dans le pays et ont souvent réalisé un travail d'explication de texte patient, payant et complémentaire de celui mené par chaque formation politique et les associations d'éducation populaire comme ATTAC. Mieux : à la chaleur de la campagne, la gauche française a retrouvé une nouvelle santé et tracé les lignes de son indispensable recomposition.

Si le traité est rejeté le 29 mai, tout restera à faire. Mais il sera possible de le faire. C'est pourquoi le vote Non est la clé de l'avenir, la porte qui ouvre sur l'espoir – et la responsabilité.

Que le 29 mai soit un nouveau 14 juillet, annonciateur d'une ère nouvelle, qui verra l'idole de l'argent tout-puissant renversée comme le furent les rois !

La Gauche Républicaine

M.A.I.S NON! M.A.I.S NON!

M.A.I.S NON! M.A.I.S NON!

M.A.I.S NON! M.A.I.S NON! M.A.I.S NON! M.A.I.S NON! M.A.I.S NON! M.A.I.S NON!

Faire du référendum du 29 mai une grande victoire de la République!

LA GAUCHE DE TOUTES SES FORCES

De meetings en rassemblements, le Non de gauche termine des toutes ses forces la campagne pour le référendum. A Montpellier, 5 000 personnes – du jamais vu – se sont réunies le 20 mai pour écouter divers représentants des partis de gauche et du mouvement social

Samedi 21 mai, plusieurs rassemblements se sont tenus en province, le plus important à Lille, où le Non monte en puissance n'en déplaise à la maire de la ville. A Paris, 20 000 personnes ont passé l'après-midi place de la République pour écouter de la musique et de nombreuses interventions. Le succès de ces mobilisations doit beaucoup à leur caractère unitaire. C'est la gauche dans toute sa diversité qui aura fait campagne contre le «traité constitutionnel».

Pas de relâche pendant les derniers jours !

SARKOHN-BENDIT : HARO SUR LA REPUBLIQUE !

Après avoir fustigé « la tremblante de l'ultra-libéralisme » (dans son esprit, le refus de l'assumer explicitement) dont souffrirait la droite française lors d'un meeting à Béziers, le président de l'UMP en a remis une couche le 13 mai à Paris : « L'Europe que nous voulons nous impose aussi le changement en France. C'est une question de cohérence ». Exit le modèle social français, place au libéralisme anglo-saxon.

Quant à Cohn-Bendit, invité du Grand Jury RTL-Le Monde-LCI du 15 mai, il a été encore plus explicite : «L'idée française de la République, de cette République que j'appellerai gaullo-communiste, n'est pas compatible avec le compromis européen».

Le fil conducteur du « traité constitutionnel » de l'UE ? La haine de la République.

CHIRAC TOUJOURS BATTELEUR, TOUJOURS TRICHEUR

Il ne sait plus où donner de l'antenne. Vendredi 20 mai, c'est le Réseau Français d'Outre-Mer (RFO) qui déroulait le tapis rouge pour une intervention télévisée de Chirac. Cette « émission spéciale réalisée en grand secret par l'Élysée », pour reprendre

HUMEUR: LAURENT FABIUS DANS LA DERNIERE LIGNE DROITE

Sous les tirs nourris de la direction de son parti, le numéro 2 du PS est entré sans réserve dans la phase finale de la campagne du Non. Il a accordé une interview au Monde des 22 et 23 mai dont nous publions les extraits les plus significatifs.

Comment appréhendez-vous la fin de la campagne ?

Plusieurs éléments me frappent. D'abord, l'intérêt des Français pour le débat : partout on discute, c'est positif. J'espère que cette vitalité démocratique se traduira par une participation élevée. Je ressens que l'électorat traditionnel de la gauche, ouvriers, employés, couches moyennes, une bonne partie de la jeunesse, choisit plutôt le Non sur une base à la fois proeuropéenne et en faveur d'une Europe différente, plus sociale, citoyenne.

Je constate aussi que plusieurs arguments développés par le Oui peinent à convaincre. « Votez oui, sinon vous n'avez rien compris au texte » : cela sent un peu l'arrogance. « Oui ou vous n'êtes pas européen » : beaucoup de proeuropéens vont voter non. « Oui, car les autres pays disent oui » : alors pourquoi nous consulter si nous n'avons aucun choix ? « Oui, et il sera possible de renégocier ensuite » : dans ce cas, pourquoi cela serait-il impossible avant ?

Enfin, je trouve qu'on entend peu les organisations patronales, pourtant unanimes à soutenir ce texte sur une base voisine de Nicolas Sarkozy, qui a récemment eu le mérite de la franchise : il

les termes d'un communiqué de la Confédération des syndicats autonomes de FFO, a suscité de nombreuses protestations.

Et notamment celles de Christiane Taubira, députée PRG de Guyane, Elie Hoarau, secrétaire général du Parti Communiste Réunionnais, Axel Urgin, ancien secrétaire national du PS à l'outre-mer, et Stéphane Pocrain, ancien porte-parole des Verts, qui dénoncent ensemble « les pressions des pouvoirs publics sur le corps électoral de l'outre-mer ».

Et ce n'est pas fini ! On annonce une dernière (?) intervention télévisée de Chirac cette semaine. A quand la création d'un ministère de la propagande ?

TEMOIGNAGE D'UN REVENU DU OUI

Thibaud de La Hosseraye, 28 ans et bardé de diplômes, intègre en décembre 2004 le club Dialogue et Initiative qui sert de « laboratoire d'idées » à Jean-Pierre Raffarin. Membre de la commission Europe dudit club, il est bientôt sollicité pour préparer un argumentaire en faveur du traité constitutionnel. Mais quelle n'est pas sa surprise d'entendre un participant aux travaux de cette commission déclarer que « comme on ne peut pas contrer les arguments du Non, il faut le discréditer, le ringardiser ! » Acquiescement général des membres du club, à l'exception de Thibaud de La Hosseraye, qui commence alors à prendre conscience que les partisans du Oui mènent les Français en bateau.

Cette prise de conscience a débouché sur un texte édifiant, « le témoignage d'un revenu du Oui », qui ne renie cependant pas ses convictions « libérales sociales ». Ce ne sont pas les nôtres, mais nous saluons un homme qui allie honnêteté et rigueur intellectuelle.

A consulter sur Internet : www.ineditspourlenon.com

PDG POUR LE OUI

Cent patrons de grandes entreprises appellent à voter Oui, « pour une Europe prospère et solidaire », ça ne s'invente pas. Parmi les signataires : Michel Pébereau (BNP Paribas), Lindsay Owen-Jones (L'Oréal), Charles Edelstenne (Dassault Aviation), Gérard Mestrallet (Suez), Etienne Pfimlin (Crédit Mutuel), etc...

C'était notre modeste contribution à la campagne du Oui.

faudrait dire oui à la Constitution pour remettre enfin en cause le modèle social français. Eclairant !(...)

Que pensez-vous de la controverse sur le plan B ?

Dès lors qu'un ou plusieurs pays vont dire non, la clause de rendez-vous est prévue par les textes eux-mêmes – c'est la déclaration 30, page 186. Le vrai scoop, c'est plutôt ce que j'appellerai le plan C : le plan caché de la droite pour l'après-oui. J'ai recensé une première liste de mesures retardées qui ressortiront dès après le 29 mai si le Oui l'emporte : publication des lettres-plafond sur la réduction des effectifs des fonctionnaires, négociation avec les syndicats sur le contrôle et les sanctions des chômeurs, décret sur la pénalisation des patients n'ayant pas désigné de médecin traitant, réunion de la commission établissant les comptes de la sécurité sociale, augmentation des tarifs de GDF...j'abrège...sans oublier, au niveau européen, la nouvelle mouture de la directive Bolkestein-Barroso, le budget plafonné à 1% du PIB, la réforme des aides aux territoires pénalisant la France, le texte sur la libéralisation des transports urbains, etc...Il y a tout cela dans la hotte du Oui.